Grande Couronne Capitale

Association des départements de grande couronne

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
077-227700010-20151218-lmc100000013100-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/12/2015
Réception Préfet : 21/12/2015
Publication RAAD : 21/12/2015

- STATUTS -

PREAMBULE

La loi NOTRe et la loi Maptam ont institutionnalisé le fait métropolitain et modifié profondément les compétences et le financement des collectivités territoriales sans proposer une vision claire et prospective d'une organisation territoriale efficace et économe des deniers publics.

En Île de France, le poids démographique et économique du projet de Métropole du Grand Paris pourrait concentrer l'attention et aspirer les financements au détriment de la deuxième couronne. Cette pente naturelle liée au statut de capitale de Paris mérite d'être équilibrée par la mise en valeur des atouts et des potentialités présentes dans les départements de la deuxième couronne.

Le phénomène de métropolisation va se poursuivre avec certitude et c'est sur le territoire de deuxième couronne que se développeront les infrastructures et les nouvelles formes d'urbanisation.

Or, face au mouvement de concentration et de centralisation qui est à l'œuvre au travers du projet de métropole parisienne nos quatre conseils départementaux entendent affirmer l'identité et la spécificité de leurs territoires dans la Région Île-de-France, à l'équivalent de Paris et la petite couronne.

En effet, nos conseils départementaux ont de nombreux atouts – espace, croissance démographique, dynamique socio-économique et infrastructures – qui constituent autant de perspectives de développement pour le Grand Paris et l'Île-de-France. L'équilibre régional a besoin de ce dialogue entre les différents territoires que sont la Région, la Métropole du Grand Paris et la deuxième couronne. Qui mieux que nos conseils départementaux peuvent porter une vision d'avenir cohérente et ancrée dans les réalités de nos terroirs ?

A l'instar des grandes associations d'élus déjà constituées, la présente association a pour objectif d'agrèger et de fédérer une parole publique forte et influente, représentative de l'intérêt général des territoires des 4 départements de la grande couronne : Essonne, Seine-et-Marne, Val-d'Oise et Yvelines.

TITRE I : CONSTITUTION – OBJET – SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 – CONSTITUTION ET DENOMINATION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, dénommée « Grande Couronne Capitale - Association des départements de la grande couronne d'Île-de-France ».

ARTICLE 2 – OBJET

Cette association a principalement pour objet de :

- représenter les collectivités et groupements concernés dits de la grande couronne, dont les quatre conseils départementaux, auprès des pouvoirs publics, au premier rang desquels l'Etat, la Région et les départements de petite couronne, la Métropole du Grand Paris ;
- réfléchir à des convergences dans les politiques publiques menées par les quatre Départements dont les problématiques sont souvent communes : accessibilité aux transports collectifs, sécurité et secours, développement économique, aménagement du territoire notamment dans les zones rurales, accès aux services publics, politique des solidarités sociales et territoriales, couverture intégrale de la grande couronne au très haut débit Internet, archives et archéologie, convergence tarifaire, ruralité, agriculture périurbaine, liens avec la nature - préservation du poumon vert, etc.
- offrir un cadre d'expression aux élus représentants les collectivités et EPCI, afin d'échanger sur leurs expériences communes, d'exposer et de faire valoir des idées transversales et innovantes, ainsi que d'arrêter des positions communes sur les grands dossiers relatifs à la zone géographique de la grande couronne ;
- définir les mutualisations possibles entre les quatre conseils départementaux ainsi que, plus généralement, toute forme d'optimisation de la gestion en vue d'améliorer la performance des services publics.

ARTICLE 3 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à l'hôtel du département de l'Essonne, boulevard de France, 91000 Evry.
Il peut être transféré par simple décision du Conseil d'administration de l'association.

Article 4 - DUREE

La durée de l'association est illimitée.

TITRE II - COMPOSITION

ARTICLE 5 - COMPOSITION

L'association se compose des départements dits de grande couronne, à savoir, par ordre alphabétique : Essonne, Seine-et-Marne, Val-d'Oise et Yvelines. Ils sont représentés par le président de leur assemblée délibérante.

Un comité des partenaires est ouvert aux collectivités ainsi qu'à leurs groupements à fiscalité propre, dont le ressort est situé dans l'un des quatre départements de la grande couronne. Les partenaires de ce comité ont voix consultative à l'assemblée générale.

ARTICLE 6 - ADMISSION

Le conseil d'administration agréé les partenaires et statue sur les demandes d'admission présentées (en qualité de membre ou en qualité de membre du comité des partenaires).

ARTICLE 7 - MEMBRES – COTISATIONS

Le montant annuel des cotisations est forfaitaire. Il est fixé par le conseil d'administration.

ARTICLE 8. - RADIATIONS

La qualité de membre se perd par la radiation, prononcée par le conseil d'administration pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, le président du Conseil départemental concerné ayant été invité par lettre recommandée à fournir des explications devant le conseil d'administration ou par écrit.

La qualité de partenaire se perd dans les mêmes conditions que les membres.

ARTICLE 9. - AFFILIATION

La présente association peut adhérer à d'autres associations, unions ou regroupements poursuivant les mêmes buts et objectifs, par décision du conseil d'administration.

ARTICLE 10. - RESSOURCES

Les ressources de l'association comprennent :

- 1° Le montant des cotisations des membres de l'association;
- 2° Les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- 3° Toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

TITRE III – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 11 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire comprend les 4 membres de l'association.

Elle se réunit au moins une fois par an.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour figure sur les convocations. Ne peuvent être abordés que les points inscrits à l'ordre du jour.

Le président, assisté des membres du conseil, préside l'assemblée et expose la situation morale ou l'activité de l'association. Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) à l'approbation de l'assemblée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Pour les seules décisions de gestion, en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Toutes les délibérations sont prises à main levée.

Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

ARTICLE 12 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour modification des statuts ou la dissolution.

Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'assemblée générale ordinaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est dirigée par le conseil d'administration constitué des présidents des quatre conseils départementaux.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les six mois, sur convocation du président ou à la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre ne peut détenir plus d'une procuration. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ARTICLE 14 – LE BUREAU

Le conseil d'administration élit parmi ses membres, à la main levée :

- Un président ;
- Un trésorier

Le président est élu pour 2 ans. La présidence de l'association est tournante entre les membres fondateurs.

Les fonctions de président et de trésorier ne sont pas cumulables. Le règlement intérieur pourra préciser les fonctions, attribution et pouvoirs respectifs du président et du trésorier.

ARTICLE 15 – LE PRESIDENT

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il dirige les travaux du conseil d'administration.

En cas d'empêchement, il peut déléguer, à titre exceptionnel et temporaire, ses pouvoirs à un autre membre du Bureau.

Le président de l'association peut convier toute personne physique ou morale à participer, avec voix consultative, aux réunions des organes de l'association.

ARTICLE 16 – INDEMNITES

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration, sont gratuites et bénévoles.

ARTICLE 17 – DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée selon les modalités prévues à l'article 12, un liquidateur sera nommé, et l'actif, s'il y a lieu, sera dévolu conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire qui statue sur la dissolution.

TITRE IV : REGLEMENT INTERIEUR – FORMALITES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 18 - REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur peut être établi et soumis à l'approbation du Conseil d'administration.

Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait au fonctionnement pratique de l'association.

ARTICLE 19 – FORMALITES ADMINISTRATIVES

Le Président du Conseil d'administration est chargé d'accomplir toutes les formalités de déclaration et de publication prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901.

Fait à Evry en six exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Jean-Jacques BARBAUX

Le Président du Conseil départemental
des Yvelines

Pierre BEDIER

Le Président du Conseil départemental
de l'Essonne

François DUROVRAY

Le Président du Conseil départemental
du Val-d'Oise

Arnaud BAZIN